

L'état de l'enseignement de l'histoire dans nos écoles.

Luc Guay

Didactique de l'histoire

Département d'Histoire et de sciences politiques

Université de Sherbrooke.

J'aimerais vous présenter aujourd'hui, l'état de l'enseignement de l'histoire dans nos écoles. Le premier réflexe qui vous vient à l'idée c'est sûrement de vous écrire:

- «Nos jeunes ne connaissent par leur histoire»!

Et vous avez tout à fait raison. Ces propos, on les entend régulièrement depuis une vingtaine d'années. Les médias se plaisent à nous le rappeler: souvenons-nous de l'émission d'Enjeux du printemps dernier! N'étions-nous pas scandalisés d'apprendre que plusieurs de nos jeunes confondaient Jacques Cartier et Jacques Parizeau...Horreur! Qui faut-il blâmer? parce qu'il y a sûrement un coupable quelque part!

Regardons les faits.

Saviez-vous que nos jeunes ne vont suivre dans toute leur carrière scolaire, que deux cours d'histoire: un cours d'histoire générale (de la préhistoire à nos jours) en 2e secondaire, et un cours d'histoire nationale (des origines à nos jours) en 4e secondaire.

C'est tout. Prenons le cas du cours d'histoire nationale: nos jeunes n'auront à suivre que 100 heures de cours! Sur ces 100 heures, il faut en retrancher une vingtaine qui serviront à évaluer leurs connaissances. Voici maintenant ce qu'ils doivent se taper en 80 heures de cours:

- l'arrivée des premiers colons français, les guerres intercoloniales qui ont mené à la Conquête britannique, les différentes constitutions et traités de 1763, 1774, 1783, 1791, 1840, 1867, 1931, 1982;

- des événements économiques marquants, comme le mercantilisme, le commerce triangulaire, le blocus continental de Napoléon, la première phase d'industrialisation et la seconde, la crise économique de 1929, la révolution tranquille, les conflits syndicaux;

- les conflits sociaux comme les rébellions de 1837-1838, le feu du Parlement de Montréal, les conscriptions des deux guerres mondiales, les affrontements liés aux bill 63 et 22, puis de la loi 101, les référendums de 1980, 1992, 1995...

Cette courte énumération de quelques manifestations de notre histoire met en perspective l'étendue des connaissances à acquérir en comparaison du petit nombre d'heures d'enseignement qui est consenti.

On ne peut connaître ce qu'on n'a pas appris!

L'émission de télévision Enjeux a mis le doigt sur un problème encore bien plus grave: non seulement nos jeunes ne connaissent pas leur histoire, mais ils la trouvent plate!

Pourquoi? Qui faut-il blâmer? parce qu'il y a sûrement un coupable quelque part!

On est nombreux à être blâmé pour cette catastrophe:

1. mentionnons d'abord le gouvernement! bien sûr, le gouvernement a le dos large!

Imaginez! nous formons une société qui n'offre à ses citoyens qu'un cours d'histoire nationale comportant 100 heures! On est loin de se comparer à la France, l'Angleterre, l'Italie, le Japon, l'Allemagne et les États-Unis, qui eux, offrent des cours d'histoire à tous les niveaux à partir de la 4e année du primaire jusqu'à la fin du cours secondaire; de plus,

on consacre dans ces pays, au moins 4 ans d'histoire plus «nationale» dans leur curriculum...Chez nos bons voisins ontariens, l'histoire nationale est enseignée en 7<sup>e</sup> année, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> année...et une Commission étudie présentement des projets pour augmenter le nombre d'heures d'enseignement de l'histoire.

Mais, le 26 juin dernier la Ministre de l'Éducation du Québec a fait toute une annonce: l'histoire a été promue discipline importante, au même titre que le français, les mathématiques et l'anglais! Ce qui signifie, qu'à partir de l'an 2000, (peut-être 1999 si tout va bien), nos élèves vont apprendre l'histoire dès la 3<sup>e</sup> année, et ce, jusqu'en secondaire 5! Ça veut dire aussi qu'il faut former les profs en conséquence: c'est ce que nous faisons à l'Université de Sherbrooke. Mais ça se passe autrement dans les écoles alors que l'histoire est souvent enseignée par des enseignants d'autres disciplines qui doivent compléter leur tâche d'enseignement.

2. Ainsi donc, la piètre performance de nos jeunes en histoire est aussi causée par un autre facteur: dans 48% des cas, les profs qui enseignent l'histoire n'ont pas reçu leur formation de l'Université; ils l'ont appris sur le tas! Cela signifie aussi qu'il leur est difficile de faire passer des concepts qui nécessitent une bonne compréhension de la nature et des finalités de l'histoire. Cela a pour conséquence qu'on apprend à nos adolescents à répondre à des questions préparées par des auteurs de manuels. Cette démarche est aussi utilisée parce que la réussite à l'examen d'histoire nationale est obligatoire pour obtenir un diplôme d'études secondaires. On fait donc de la «drill», tout en espérant que tout ne sera pas oublié dans quelques...semaines! Ainsi on apprend à nos jeunes à répondre à des questions et non à s'interroger sur les problèmes d'actualité.

3. Un troisième blâme pourrait être accordé aux concepteurs du programme d'histoire nationale: ce dernier a été décortiqué en 47 objectifs intermédiaires, du genre 1.2.1....

L'histoire, c'est pas juste une série de faits, de dates, de noms de personnages qu'on enligne, tout comme ce n'est pas des capsules qu'on peut consommer sans avoir à les digérer!

L'histoire vise l'interprétation du temps présent. Mais pour interpréter le présent, il faut être sensibilisé à toute sorte de phénomènes à caractère social, économique, culturel, politique. Il faut développer l'esprit critique. L'histoire, ce n'est pas juste une discipline, c'est aussi une méthode.

Comme nous l'avons vu, grâce au P.Q., l'histoire reprend ses lettres de noblesse; mais il reste que la partie n'est pas gagnée pour autant. Pour qu'elle le soit, il faudra continuer à doter les écoles d'outils modernes qui favorisent les apprentissages: à cet égard, le gouvernement s'est doté d'un plan triennal qui vise la modernisation de nos écoles en la branchant entre autres, au réseau de l'Internet et en procédant à l'achat de milliers d'ordinateurs. Ça coûte cher, mais on n'a pas le choix, parce que nous entrons dans l'âge de l'Information et des communications. Imaginez! sur un simple petit disque compact de 12 cm, on peut emmagasiner des milliers d'illustrations, de cartes, de textes d'époque, des séquences de films. C'est avec de tels outils qu'on devra désormais travailler: il faudra que nos jeunes puissent traiter ces informations, les organiser de façon à les comprendre et les communiquer aux autres. L'apprentissage de l'histoire ne se limitera plus à répondre à des questions d'examen, mais à s'interroger sur des manifestations historiques.

C'est dans cette perspective que je travaille avec une équipe d'étudiants de l'Université de Sherbrooke à la conception d'un manuel virtuel d'histoire générale, un manuel qui utilise comme support l'ordinateur. L'ordinateur devient un outil pour le prof, il ne le remplace pas. Le prof ne sera plus celui qui déversera des quantités industrielles

d'informations que les élèves auront à apprendre par coeur. Le prof sera une sorte d'entraîneur qui verra à ce que ses élèves construisent leurs savoirs à partir des documents qu'il mettra à leur disposition. Les élèves ne tournent pas de pages, ils cliquent sur des mots, des illustrations, des cartes, des dessins, des graphiques; ils organisent leurs données en questionnant les documents; ils communiquent les résultats de leurs travaux via le courrier électronique afin que les autres élèves lisent les travaux de tout le monde.

Voilà du travail collaboratif!

### Conclusion

Réussira-t-on dans un proche avenir à sensibiliser les élèves aux bienfaits de l'apprentissage de l'histoire? Je crois que oui parce tout se met en place pour réaliser cet objectif: on accordera plus d'heures d'enseignement, la formation des maîtres en histoire se généralisera, l'acquisition d'un plus grand nombre d'ordinateurs et le branchement de toutes les écoles au réseau de l'information et des communications qu'est l'Internet, s'effectue dans toutes les régions du Québec. Nous entrons de plain pied dans une nouvelle ère qui nous l'espérons, sera meilleure que la précédente.

Luc Guay, le 23 nov. 1997